

Sportives de haut niveau : des inégalités qui se cumulent jusqu'à la reconversion

Moins rémunérées, moins médiatisées et souvent moins accompagnées que leurs homologues masculins, les athlètes féminines de haut niveau anticipent davantage l'après-carrière. Sans pour autant rattraper les écarts de revenus.

Marion TITONE, Kétana MEN, Ella BOULAGE

Chaussures enfilées, cheveux attachés et sac sur l'épaule, Nina se rend à son entraînement quotidien. Handballeuse professionnelle à Dijon, elle a intégré l'équipe de France cette saison. La jeune femme de 22 ans doit désormais jongler entre entraînements et déplacements fréquents en Europe, tout en menant ses études à distance. Elle espère achever son cursus l'année prochaine et décrocher son Master à Sciences Po Paris. « *Le sport de haut niveau, c'est un monde à part*, explique Nina. *Les études sont un moyen de prendre du recul.* » Dans son équipe, elle fait figure d'exception : « *Beaucoup de filles n'ont même pas le bac et ne se projettent pas en dehors du hand.* »

Une posture risquée : non seulement les carrières sportives sont courtes et incertaines, mais à discipline et niveau comparables, les inégalités salariales de genre sont criantes. Dans le handball féminin, par exemple, les revenus moyens avoisinent les 3 000 euros bruts hors primes par mois, contre 5 000 euros chez les hommes, selon la Ligue féminine de handball. « *Côté salaire, la ligue 1 féminine correspond à la ligue 2 masculine* », résume Nina. À cela s'ajoute un sous-financement des clubs féminins. La ville de Dijon verse par exemple trois fois plus de subventions à l'équipe de hand masculine qu'à l'équipe féminine, pourtant plus performante dans sa ligue. Enfin, la médiatisation encore limitée des athlètes féminines réduit les opportunités de sponsoring et, par extension, de valorisation de leur image et compétences hors du terrain.

Chez les femmes, l'après-carrière ne peut pas attendre

Dans l'incapacité d'épargner ou d'assumer une phase de transition sans emploi, ces femmes se posent bien plus tôt que les hommes la question de « l'après ». De nombreuses jeunes athlètes comme Nina choisissent ainsi de s'inscrire dans ce que l'on appelle le « double projet ». Cela consiste à articuler de front études,

formation et pratique sportive afin d'anticiper la reconversion professionnelle. Aujourd'hui, 77 % des femmes et 79 % des hommes empruntent cette voie, d'après Élodie Saraiva doctorante en sociologie du sport à l'Université Gustave Eiffel.

« Les athlètes féminines arrivent sur le marché plus diplômées qu'avant », observe sur le terrain Caroline Angelini, attachée de presse de plusieurs sportives de haut niveau dont Charline Picon (voile), Allison Pineau (handball). Parmi ses clientes, la plupart sont titulaires d'une formation post-bac. D'après les recherches d'Élodie Saraiva, à l'échelle nationale, 45,7 % des femmes sportives de haut niveau sont diplômées d'un bac +5 ou plus, contre 35,5 % des hommes. Un avantage académique qui se heurte pourtant à la réalité post-reconversion : leurs revenus moyens s'élèvent à 2 682 euros mensuels, loin des 3 638 euros perçus par les hommes, révélant l'ampleur des inégalités structurelles qui perdurent au-delà du terrain

En 2015, un rapport remis au secrétaire d'État aux Sports indiquant que 40 % des sportifs de hauts niveaux âgés de 20 à 27 ans gagnaient moins de 500 € par mois, a poussé l'État à entreprendre une réforme afin de favoriser les reconversions. Depuis lors, les fédérations ont l'obligation d'assurer un suivi socio-professionnel et de proposer des dispositifs visant à conjuguer études, contraintes sportives et construction d'un avenir professionnel. Cours à distance, emplois du temps ajustés, examens décalés... Ces mesures concernent les 6 000 à 7 000 athlètes inscrits, dont environ 42 % de femmes en 2024, sur la liste officielle des sportifs de haut niveau (SHN) du ministère des Sports, qui leur offre un cadre juridique spécifique et certains droits favorisant leur accompagnement à la reconversion.

Le poids du silence dans un système encore imparfait

Dans un milieu où la pression est forte, le sujet de « l'après » demeure souvent tabou chez tous les sportifs. Nombre d'encadrants évitent de l'aborder, observe l'ancienne pongiste Sophie Javerlhiac, devenue enseignante-chercheuse en sociologie du sport. *« Si un sportif prépare sa retraite, il est perçu comme déconcentré de ses objectifs, regrette la sociologue. L'entraîneur privilégiera celui qui n'a pas d'autre option que le sport. »*

Au-delà de ces facteurs humains, d'autres experts pointent des raisons structurelles touchant particulièrement les femmes. Paoline Ekambi, légende du

basket français et présidente de Sportail Community, une entreprise dédiée à l'accompagnement en reconversion, constate ainsi de fortes disparités selon les disciplines. « *L'écart est marqué entre les sports collectifs, qui disposent de centres de formation rattachés aux clubs, et de nombreux sports individuels où l'accompagnement est moins intégré* », analyse l'ancienne basketteuse. Elle souligne en outre le manque de volontarisme de certains clubs : « *Tous n'ont pas un budget dédié à la reconversion, ni une politique structurée à long terme.* »

Depuis la réforme de 2015, les structures privées comme celle de Paoline Ekambi se sont multipliées aux côtés de Trajectoires Performance, Sportélyseum ou encore la Fondation Mercato. Sportail Community propose un accompagnement individualisé vers l'emploi et la création d'entreprise, connectant talents sportifs et recruteurs. En dix ans, l'ex-basketteuse a constaté des progrès : « *La continuité professionnelle est mieux anticipée. Elle est parfois même évoquée dans les centres de formation sportifs.* »

« *En dehors du monde du sport, mon expérience n'est pas du tout reconnue* »

- Lisa, ancienne gymnaste.

Lorsqu'elles ferment définitivement la porte des vestiaires, la majorité des athlètes s'oriente vers les métiers du sport, entraîneuses, préparatrices physiques ou agentes sportives, selon une étude publiée en 2022 par Cécile Collinet et Jeremy Pierre respectivement professeure de sociologie du sport et Directeur de l'UFR-STAPS de l'Université Gustave Eiffel. Mettant à profit les réseaux construits pendant leur carrière, elles se heurtent néanmoins à un nouvel obstacle : la difficulté à valoriser leurs compétences. « *Lorsque je passe des entretiens en dehors du monde du sport, mon expérience n'est pas du tout reconnue* », s'agace Lisa, une ancienne gymnaste de 30 ans aujourd'hui employée en cabinet de recrutement. « *Dans certains cas, des athlètes ayant dix années de carrière sont évalués uniquement à travers un niveau académique formel, sans reconnaissance de leur expérience réelle* », regrette Paoline Ekambi. À l'arrivée, ces anciennes championnes obtiennent des emplois plus féminisés, animatrices sportives ou secrétaires de club, et moins rémunérateurs que ceux des hommes.

Dans ce contexte, le double-projet tend à s'imposer comme une norme pour les jeunes femmes. « *Il ne répond plus uniquement à une logique de plan de secours en cas de blessure, analyse Paoline Ekambi, mais à une recherche d'équilibre, d'épanouissement et de sécurisation de l'avenir.* » Un choix néanmoins contraint, le système laissant peu de place aux athlètes féminines pour construire une carrière durable. Pour l'attachée de presse Caroline Angelini, « *à partir du moment où le sport féminin prendra plus de place dans la société et où on montrera davantage les sportives, celles-ci auront forcément plus d'opportunités.* »

Si les sportives de haut niveau anticipent davantage leur reconversion, ce n'est pas qu'elles maîtrisent mieux l'après, c'est qu'elles ne peuvent pas se permettre de l'ignorer. Leur investissement dans le double projet révèle moins un privilège qu'une adaptation à des carrières plus courtes, moins rémunératrices et moins reconnues. En rendant visible cette contrainte, elles posent une question : celle d'un sport de haut niveau capable d'offrir aux femmes autre chose qu'un avenir à sécuriser seules.